



Extrait du Alger républicain

<http://www.alger-republicain.com/Elections-legislatives-du-10-mai.html>

PARTI ALGÉRIEN POUR LA DÉMOCRATIE ET LE SOCIALISME

Élections législatives du 10 mai 2012

- Actualité politique nationale - Dossiers d'Actualité nationale - Algérie Législatives 2012 -

Date de mise en ligne : lundi 7 mai 2012

Description :

PARTI ALGÉRIEN POUR LA DÉMOCRATIE ET LE SOCIALISME

Elections législatives du 10 mai 2012

Pour dénoncer l'arbitraire, le verrouillage de la vie politique, les injustices sociales et l'accaparement des richesses du pays par une minorité....

Les communistes ...proposent aux travailleurs de protester contre le verrouillage et le diktat, la corruption et les injustices sociales,

Élections législatives du 10 mai 2012

- soit en votant « nul » ;
- soit en votant quand cela est possible pour les candidats des listes d'indépendants connus pour le soutien effectif à leurs revendications sociales, pour leurs luttes contre les ingérences impérialistes, pour leurs luttes pour les libertés démocratiques. Ces critères sont liés inséparablement. ...

PADS

5 mai 2012

Copyright © Alger républicain - Tous droits réservés

PARTI ALGÉRIEN POUR LA DÉMOCRATIE ET LE SOCIALISME

Élections législatives du 10 mai 2012

Pour dénoncer l'arbitraire, le verrouillage de la vie politique, les injustices sociales et l'accaparement des richesses du pays par une minorité

Voter nul ou soutenir les candidats indépendants qui défendent réellement :

- **les aspirations sociales et politiques des travailleurs**
- **les libertés démocratiques**
- **la souveraineté du pays face aux ingérences impérialistes**

Ces élections vont se dérouler sous le signe d'un mépris sans précédent du pouvoir pour les travailleurs et les couches laborieuses du pays.

Contrairement à ce qu'avait promis le chef de l'État dans son discours du 15 avril 2011, les barrières à la libre activité politique du peuple n'ont nullement été levées. Les amendements introduits dans la loi sur les partis ou dans le Code de l'information rendent encore plus difficiles l'organisation et l'expression démocratiques des travailleurs, des couches populaires.

Des dizaines de nouveaux partis ont reçu l'agrément du pouvoir. Mais ces partis sont pour la plupart de faux partis. Ce sont des dépendances du régime. Ils ont été fabriqués artificiellement dans les laboratoires du pouvoir. Ils sont médiatisés tous les jours par la TV pour faire croire que les citoyens sont libres de s'exprimer et de s'organiser. Ces groupements d'individus sans vrais programmes politiques vont rentrer chez eux dès le soir du 10 mai. Quelques uns d'entre eux seront probablement récompensés par l'attribution de sièges au Parlement et des gratifications matérielles qui s'y rattachent. Ils seront de simples « *béni-oui-oui* » votant toutes les lois qui leur seront présentées. Le pouvoir les a mis en avant pour discréditer les libertés démocratiques et convaincre les citoyens que la coalition FLN-RND est la seule force politique crédible « *digne* » de continuer à diriger le pays, comme si son bilan n'était pas catastrophique pour les travailleurs et les couches laborieuses, pour le développement économique indépendant du pays.

Les partis existants et agréés défendent presque tous les intérêts des classes privilégiées, des affairistes, des exploités et des trafiquants sans vergogne. Ce sont de multiples vitrines pleines ou vides au service des classes possédantes au pouvoir.

Cette campagne des législatives est une caricature insultante de l'activité démocratique. Les puissances d'argent, les gens de la « *chkara* », ont investi sans masque, toutes les circonscriptions électorales. C'est le signe que l'immense accumulation d'argent sur le dos des travailleurs est en train de se transformer en puissance politique réactionnaire ouvertement déclarée.

Les représentants du pouvoir ont mis en place tout un dispositif pour conserver leur contrôle sur l'APN et se

maintenir à la tête du pays afin de poursuivre son pillage méthodique et d'enrichir encore plus les classes possédantes et dominantes. Mais ils voudraient que les citoyens participent massivement aux élections. Leur vrai motif n'est pas de leur donner la possibilité de désigner démocratiquement leurs représentants. Leur vrai motif est d'acquérir plus de crédit aux yeux des puissances étrangères afin de pouvoir, sur une position plus favorable, marchander avec elles leur marge d'autonomie dans l'exploitation des travailleurs et des richesses du pays au profit des classes possédantes algériennes et des multinationales.

L'Union européenne et les USA ont dépêché des observateurs. Incapable, en raison de sa nature de classe anti populaire, de chercher l'appui du peuple pour rejeter la prétention de ces pays à valider ou invalider des élections, le pouvoir a accepté la présence de ces observateurs. Il est clair que le rôle de ces observateurs est d'accumuler des « *preuves à charge* » qui justifieront les ingérences extérieures déclarées au moment jugé le plus opportun par les puissances impérialistes. C'est de la pure tromperie que de faire croire que les agents de renseignement et de subversion sont envoyés en Algérie sous la casquette d'observateurs pour surveiller de façon neutre le déroulement des élections. Le PADS dénonce la présence des observateurs étrangers, la prétention de ces puissances à décider à la place des peuples qui sont leurs bons et qui sont leurs mauvais représentants.

Il condamne le régime et tous les partis qui banalisent le « *droit de regard* » des impérialistes sur les affaires internes du pays.

Ces élections comportent de réels dangers d'accentuation des pressions et ingérences impérialistes

Les impérialistes américains et français, en particulier, sont à l'affût de tout incident dans le déroulement des élections, qui leur permettrait de prendre à la gorge les gouvernants pour les obliger à leur faire de larges concessions sur la question de l'exploitation du pétrole, des bases militaires au Sahara, etc.

Ils n'ont cessé de tisser méthodiquement leur toile d'araignée dans la société en vue d'enrôler de nouvelles forces pour réaliser leurs plans de mainmise sur le pays. A cette fin, ils exploitent les contradictions qui opposent, sur la question du partage du butin et des postes de responsabilité, les multiples courants politiques de la bourgeoisie et des franges réactionnaires au sein des couches moyennes, au pouvoir ou en dehors du pouvoir. Ils provoquent un climat de surenchère pour obtenir des équipes dirigeantes ou de l'opposition réactionnaire la satisfaction de leurs exigences. Ils tablent sur les courants politiques bourgeois ou petit-bourgeois réactionnaires qui utilisent l'Islam pour masquer leurs objectifs de classe et leur soumission aux désirs de l'impérialisme. Ils propagent des « *prévisions* » qui donnent la victoire électorale à ces courants archi réactionnaires.

L'ambassadeur des USA à Alger a contribué à cette opération en déclarant que le gouvernement US travaillera avec les courants islamistes en cas de victoire électorale. Le but de ces annonces que relayent nombre de journaux est d'attiser des conflits leur donnant le prétexte à des ingérences. Les partis de la coalition présidentielle qui utilisent l'Islam ont décidé à la veille du lancement de la campagne électorale de s'écarter de cette coalition. Après avoir participé à la destruction du pays et à l'application d'une politique qui a enrichi les exploités et les trafiquants, ils cherchent à se donner une nouvelle virginité politique et à marquer leur prétention à gouverner seuls pour poursuivre la même politique de classe anti populaire. Ils trépignent d'impatience. Ils crient « *victoire !* » par anticipation et clament à qui veut les entendre qu'ils organiseront de grandes manifestations de protestation s'ils ne sont pas déclarés vainqueurs.

Dans ce climat propice à toutes les provocations, les masses populaire sont ballottées entre l'indifférence étant donné qu'elles ne se font aucune illusion sur les résultats de ces élections et l'inquiétude face à la tendance de certains partis à rechercher l'appui des puissances impérialistes, à leur donner l'occasion de semer des troubles dans le pays.

Certains partis comme le FFS, organisation affiliée à l'Internationale socialiste ne participent cette fois-ci aux élections que pour tirer profit des incidents politiques justifiant les ingérences extérieures. **Du bout des lèvres, le FFS critique depuis quelques jours les ingérences extérieures. Dans les faits, il a placé comme tête de liste à Alger, Bouchachi, ex-président de la « Ligue des Droits de l'Homme »** et membre moteur du CNCD qui agit de concert avec les États impérialistes. D'autres qui les boycottent, comme le RCD, ne cachent plus depuis des mois leurs accointances avec les puissances impérialistes sous couvert de combat pour la démocratie.

Les communistes notent que la classe ouvrière et ses alliés, les courants de progrès n'ont pas pu briser les barrages dressés par le pouvoir pour les empêcher d'avoir les défenseurs de leurs revendications politiques et sociales au parlement

Le verrouillage, les pressions et intimidations de toutes sortes, les agissements arbitraires ont empêché l'émergence de listes de candidatures ouvrières de classe qui défendent réellement les aspirations économiques et politiques des travailleurs. L'esprit de résignation et une attitude consistant à se remettre à la remorque de l'état d'esprit apathique des catégories les moins politisées au sein des travailleurs a encouragé chez de très nombreux progressistes le rejet de l'exploitation des petites brèches qui se sont ouvertes dans le dispositif de verrouillage à l'occasion de ces élections. Là où, au contraire, des noyaux de progressistes se sont emparés de ces possibilités en présentant des listes d'indépendants, la mobilisation politique a atteint des niveaux exceptionnels autour de programme d'alternative progressiste à l'impasse actuelle. Même si les autorités ont invalidé ces candidatures, un énorme capital de confiance et de mobilisation a été accumulé pour la poursuite des luttes. Quelles que soient les nuances qui les traversent, les candidats agréés par le ministère de l'Intérieur sont presque tous des défenseurs de l'ordre social existant, bâti sur l'exploitation, le pillage des biens publics, la spéculation, ou ne le remettent pas en cause. En conséquence, les travailleurs n'auront pas de vrai choix à faire.

Les communistes rejettent l'abstentionnisme en tant que tactique de lutte inadaptée aux circonstances politiques concrètes du moment

Les communistes ne soutiennent pas la tendance à faire de l'abstention un mot d'ordre de lutte.

Ils font la différence entre l'abstentionnisme spontané des masses politiquement inorganisées mais révoltées par les injustices sociales, par l'incurie des autorités face à la spéculation et à la vie chères, la prédation, l'arbitraire et le verrouillage, et l'abstentionnisme des courants ultra réactionnaires instrumentalisant l'Islam et engagés dans le soutien au activités terroristes criminelles ou celui du RCD qui fait campagne pour les ingérences extérieures.

Ils considèrent que le boycott spontané des masses reflète l'esprit de résignation, la croyance naïve que la démocratie peut être octroyée et obtenue sans luttes acharnées sous toutes les formes, y compris à travers les luttes électorales. Il reflète un certain attentisme à la recherche de l'homme « providentiel » qui pourrait changer les choses de l'intérieur de l'État.

L'abstentionnisme ne peut se justifier que dans une situation qui met à l'ordre du jour l'action extra parlementaire sous toutes ses formes : grèves générales, situation insurrectionnelle, etc. durant lesquelles les élections ne sont concédées par les classes dominantes que comme diversion et moyen de briser la dynamique du mouvement de masse.

Les communistes considèrent que la tendance à l'abstentionnisme devient

un facteur de blocage de l'activité politique de classe indépendante des travailleurs,

un facteur d'encouragement de différentes formes de l' « *économisme* » qui cantonne la classe ouvrière dans les seules revendications économiques, la tire en arrière, l'empêche de se préparer dans les luttes de tous les jours, sous toutes les formes, à jouer son rôle historique de fossoyeur du capitalisme, de force motrice et dirigeante de la lutte contre l'exploitation et l'oppression, pour le socialisme.

Les appels à un boycott « actif » ne sont que des mots creux, juste bons à justifier en réalité la passivité, l'inaction et l'attente du retour de « *l'Imam El Mahdi* ».

Les communistes ne sont ni pour le participationnisme dans l'absolu, ni pour l'abstentionnisme dans l'absolu. Leur participation ou non à un processus électoral dépend de nombreux facteurs concrets et de leurs objectifs tactiques, principalement du degré de combativité des masses et de leur préparation à des formes de luttes plus élevées quand les circonstances s'y prêtent.

Dans les circonstances présentes, ils combattent l'abstentionnisme spontané des masses dans la mesure où il exprime l'attentisme ou l'esprit de résignation.

Ils proposent aux travailleurs de protester contre le verrouillage et le diktat, la corruption et les injustices sociales,

- **soit en votant « nul » ;**
- **soit en votant quand cela est possible pour les candidats des listes d'indépendants connus pour le soutien effectif à leurs revendications sociales, pour leurs luttes contre les ingérences impérialistes, pour leurs luttes pour les libertés démocratiques. Ces critères sont liés inséparablement.**

Les communistes mettent en garde les travailleurs contre le vote pour le Parti dit des Travailleurs de Louisa Hanoune. Ce parti bénéficie depuis plus de 20 ans des faveurs de la TV du régime. Le PT fait de la démagogie pour leurrer les travailleurs et les amener à soutenir Bouteflika. Il a été durant la « *décennie rouge* » un allié politique actif des partis islamistes ultra réactionnaires criminels, responsables de l'assassinat d'innombrables citoyens, civils ou militaires, de progressistes, travailleurs et intellectuels.

Ils les mettent en garde contre les éléments des partis de gauche agréés par le pouvoir et qui participent sous différentes formes au dénigrement systématique de l'expérience historique de construction du socialisme en URSS. Ces éléments apportent objectivement leur contribution, à l'aide de la phrase de « *gauche* », à la campagne mondiale de criminalisation du communisme orchestrée par la bourgeoisie et la réaction, à la campagne de démoralisation des travailleurs auxquels on veut faire admettre qu'il n'existe pas d'alternative au capitalisme.

Cette campagne idéologique organisée a pour objectif de désarmer la classe ouvrière, de la mettre sur la défensive politique et idéologique au moment où la crise internationale du capitalisme et l'agressivité impérialiste meurtrière, la nécessité d'ouvrir des perspectives de luttes conquérantes exigent de poser ouvertement la question de l'abolition du capitalisme et de son remplacement par le socialisme, par le pouvoir de la classe ouvrière, des paysans laborieux, des couches qui vivent du fruit de leur travail.

Dans tous les cas les travailleurs ne doivent pas donner leurs voix aux partis, aux « indépendants », aux candidats fussent-ils de « *gauche* » qui ne réclament pas l'abrogation de la loi scélérate sur les partis.

PADS

5 MAI 2012